



Les inconséquences des directives de la DAP à l'image de l'échec de la bureaucratie sanitaire nationale

A l'heure du couvre-feu et des mesures restrictives qui touchent les 3/4 de notre territoire,

A l'heure où la Région Rhône-Alpes Auvergne est la plus touchée par la COVID-19 ,

A l'heure où le département de la Drôme est en alerte rouge,

A l'heure où des personnels du SPIP sont atteints et qu'un cluster est présent au Centre pénitentiaire de Valence notre administration perd le Nord et ne sait à quel saint se vouer.

La boussole est claire pour atteindre le Nord. Nous demandons en intersyndicale à l'Administration Pénitentiaire, car la question est trop importante, de fournir :

- des sprays désinfectants à disposition des personnels et en abondance,
- des lingettes désinfectantes,
- des masques pour le personnel et les usagers de notre service public,
- des séparateurs de bureaux adaptés suffisamment larges et hauts,
- le maintien des permanences délocalisées (sauf Romans et Crest) qui sont des lieux plus sûrs que le SPIP de la Drôme en terme d'espace et de possibilité d'aération,
- l'absence de bureau à 3,
- la mise en place du télétravail sur la base du volontariat avec la mise à disposition d'ordinateurs sécurisés avec accès VPN, à l'instar de ce qui se fait dans d'autres DI comme à Toulouse (2 jours possibles pour un temps plein et 1 pour temps partiel) et dans d'autres administrations comme la préfecture de la Drôme,
- une mise en protection des personnels les plus fragiles et à risques,
- une protection cohérente des personnels intervenants en milieu fermé.

Nous dénonçons aussi toutes les mesures contradictoires et incohérentes de la DAP qui consistent à annuler toutes les permanences délocalisées. Les lieux de permanence sont, le plus souvent, adaptés, aérés et respectent strictement les normes sanitaires.

Y substituer des convocations au seul SPIP de Valence avec 4 bureaux d'entretiens minuscules reviendrait à entasser les personnes massivement, les faire patienter dans le couloir devant le SPIP avec, bien souvent, peu de respect des gestes barrières.

A moins que notre chère administration n'ait envisagée un retour généralisé aux seuls entretiens téléphoniques en milieu ouvert; ce qui constituerait dans ce marasme administratif une décision bien plus logique.

Vivre avec le virus, c'est continuer à rencontrer les personnes sur les secteurs et non pas se terrer dans un service vétuste, mal aéré, où s'entassent des CPIP, des surveillants et des personnels administratifs dans une promiscuité inadmissible.

Les personnels de l'administration pénitentiaire ne doivent pas être traités comme du bétail que l'on mène à l'abattage. Ils ont des familles, des proches, un entourage et des usagers qui comptent sur eux.

Leur sens du dévouement ne doit pas être le lit de leur mise en danger orchestrée.